

Brest-Presqu'île de Crozon.

Le rapprochement reste en rade

Dimitri L'hours
et Tangi Leprohon

Mardi soir, une majorité d'élus de la presqu'île de Crozon a dit « non » à un rapprochement avec la métropole brestoise. Mettant fin aux ambitions de certains d'entre eux de créer une super collectivité à la pointe bretonne.

François Cuillandre et Daniel Moysan, les présidents de Brest Métropole et de la Communauté de communes de la presqu'île de Crozon étaient partisans du rapprochement. Photo Jean-Luc Padellet



D'un côté huit communes, 212 000 habitants et 220 km² de territoire au nord de la rade de Brest ; de l'autre, au sud de cette exceptionnelle baie maritime, dix communes, 24 000 habitants et 281 km² : l'idée de réunir ces deux entités en une supercollectivité de 236 000 habitants et dix-huit communes pour une superficie de 501 km², était séduisante. Sur le papier. Et dans l'esprit de François Cuillandre et Daniel Moysan, les présidents respectifs de Brest Métropole et de la Communauté de communes de la presqu'île de Crozon Aulne Maritime (CCPCAM), partisans du rapprochement.

Mais, mardi soir, par 26 voix contre la fusion, 8 voix pour et 1 blanc, une majorité d'élus de la structure intercommunale « sudiste » a décidé que ce scénar-

io relevait de la science-fiction. Il s'agit d'une demi-surprise tant les signes de défiance vis-à-vis des ambitions « nordistes » s'étaient multipliés à l'approche du vote.

Des résultats sans ambiguïté

Sans remonter à la genèse du projet, il y avait eu, le 12 décembre, la publication des résultats d'une enquête en ligne menée par l'Adeupa (agence d'urbanisme Brest-Bretagne) auprès de 2 535 internautes, les trois quarts de ces derniers étant originaires de la presqu'île, voire habitants de la commune de Crozon à 35 %. 78 % de ces habitants de la presqu'île estimaient que leur territoire perdrait de son identité en cas de fusion avec Brest Métropole, voire pour 80 % d'entre eux, de son image de mar-

que. Autres craintes majeures exprimées : une hausse de la fiscalité (75 %), une perte de pouvoir de décision des élus (83 %), la peur de ne plus savoir à qui s'adresser au quotidien (67 %)...

Comme le confiait au Télégramme une jeune trentenaire de Morgat, « je ne veux pas que Crozon devienne le Palm beach de Brest ». Sentant la montée de ces vents contraires, François Cuillandre et Daniel Moysan avaient détaillé le contenu de la corbeille de l'éventuel mariage : dotations nouvelles pour la future entité (1,9 million d'euros par an), renforcement des lignes de bus entre Brest et l'est de la presqu'île, neutralisation des effets fiscaux pour les contribuables... Malgré toutes ces promesses, la presqu'île n'a pas eu envie d'une telle alliance avec la ville.